



INSTITUT
COPPET

Meyer, Goldwater et la politique du fusionnisme

Par Lee Edwards

institutcoppet.org

GOLDWATER



GOLDWATER



FOR PRESIDENT



Frank Meyer, Barry Goldwater, et la politique du fusionnisme.

Lee Edwards, Ph.D.

Traduction par Mathieu Chauillac, avril 2011

Lee Edwards, Ph.D., est un contributeur du Centre Kenneth B. Simon pour les études américaines à la [Heritage Foundation](#). Il fut l'un des fondateurs de YAF ([Youngs Americans for Freedom](#)) en 1960. Il est aujourd'hui considéré comme l'un des plus éminents historiens du mouvement conservateur en Amérique, ayant publié plus d'une douzaine de livres sur le sujet.

Les conservateurs ont toujours eu beaucoup de dissensions dans leurs rangs. Leurs différends sont passionnés et souvent personnels, précisément parce qu'ils tournent autour de la chose la plus importante en politique : les idées. Loin d'être signe d'un ras-le-bol ou d'une panne, le débat intense et sans entrave parmi les conservateurs est un signe indéniable de la vigueur intellectuelle d'un mouvement national dont l'influence et la longévité continuent de surprendre de nombreux cénacles politiques et académiques.

Le différend entre les traditionalistes et les libertariens a été l'un des plus féroces et des plus prolongés du conservatisme américain. A l'instar des conflits entre familles Hatfield et McCoy, la vendetta philosophique entre ces deux branches du conservatisme est en cours depuis environ 50 ans.

Lorsque le roman de Ayn Rand's *Atlas Shrugged* est devenu un best-seller dans les années 1950 et a commencé à attirer des jeunes conservateurs, Whittaker

Chambers a répondu avec sans doute la plus célèbre et cinglante critique littéraire de l'histoire du *National Review*. Comme l'explique l'historien conservateur George H. Nash dans son étude définitive sur le mouvement intellectuel conservateur, Chambers juge le complot du roman « absurde », ses caractères « primitifs », et son effet global « détonnant ». Par opposition à l'État, dit-il, Rand voulait vraiment une société contrôlée par une élite technocratique. Chambers la juge arrogante, dogmatique et intolérante à l'égard de toute opposition à son message.

Rand ne riposta pas immédiatement mais a par la suite déclaré que *National Review* constituait « le magazine le plus médiocre dangereux en Amérique ». C'est un mélange de capitalisme et de religion, dit-elle, qui mixe le rationnel et le mystique.

Une des batailles rhétoriques les plus féroces dans les premiers jours du mouvement conservateur a opposé Frank Meyer, un jeune communiste devenu libertarien radical, et Russell Kirk, défenseur d'une tradition profondément enracinée. Meyer n'a pas été impressionné par le travail séminal de Kirk, *The Conservative Mind*, arguant que les opinions simili-conservatrices de Kirk n'avaient pas de base « claire et distincte ». En effet, selon l'accusation de Meyer, Kirk passait à côté des idées et des institutions nécessaires à une société libre.

Kirk rétorqua que « l'individualisme » (le terme alors utilisé pour libertarianisme) constituait un facteur de « destruction sociale » et était même fondamentalement anti-chrétien. Le résultat politique de l'individualisme, dit-il, est inévitablement l'anarchie. Les coutumes, traditions et la sagesse de nos ancêtres, déclare Kirk, constituent le fondement solide sur lequel une société doit être construite. « Un abîme », a déclaré George Nash, s'ouvrait entre l'appel de Meyer à des vérités universelles telles que « la liberté de l'individu » et la critique de Kirk de ces « abstractions » qui masquent des circonstances historiques et concrètes. .

Le débat a été enrichi par l'économiste du libre marché (et futur prix Nobel)

F.A. Hayek. Répondant à l'accusation de Kirk selon laquelle lui et d'autres « libéraux modernes » se sont rendus coupables d'hypothèses superficielles et erronées sur la nature de l'homme, Hayek a écrit un essai incisif intitulé « *Pourquoi je ne suis pas conservateur* ». L'inconvénient, avec le conservatisme, écrit Hayek, c'est pratiquement le conservatisme lui-même. Il se méfie de la nouveauté, utilise « le pouvoir politique pour empêcher le changement », et n'a aucune compréhension des rapports de forces économiques. Etant donné sa dimension « essentiellement opportuniste » et dépourvue de principes politiques, le principal espoir du conservatisme à l'égard du gouvernement est que « la sagesse et le bon sens » l'emporte grâce à l'autorité qu'il détient.

En outre, dit l'agnostique Hayek, le conservatisme ne reconnaît « aucune limite » à l'usage de la contrainte en matière d'idéaux moraux et religieux. Et il est enclin à un « nationalisme ardent », qui peut servir de passerelle depuis le conservatisme vers le collectivisme.

Hayek se demande si « une philosophie politique conservatrice peut réellement exister ». Le conservatisme, conclut-il, peut former une doctrine politique utile, mais elle ne fournit pas de « principes directeurs qui peuvent influencer l'évolution à long terme ». Hayek a écrit ces éléments de réfutation en 1960.

Les conservateurs admettent ouvertement leur désarroi intellectuel. « Le mouvement conservateur en Amérique devrait mettre de l'ordre dans sa théorie matricielle », se plaint William F. Buckley Jr. Quant à Erik von Kuehnelt-Leddihn, un conservateur européen contributeur au *National Review*, il a déploré que le mouvement n'ait pas d'idéologie « cohérente ».

Alors qu'il y avait des points d'accord entre les défenseurs des traditions et les défenseurs des libertés comme la croyance commune dans le libre marché, une inquiétude de la taille croissante des gouvernements, des préoccupations sur la politique étrangère belliqueuse de l'Union soviétique, il y avait aussi autant de points d'achoppement. Quel était le juste équilibre entre liberté et ordre ? Quelle était la réponse appropriée à la menace du communisme ? Comment

les chrétiens dévots et les économistes laïcs pourraient trouver un terrain d'entente en matière de morale dans la cité ? Qu'est-ce que vraiment les défenseurs des libertés et les traditionalistes ont en commun ?

Buckley avait cherché à accorder les divisions philosophiques lorsqu'il a fondé *National Review* en 1955, en invitant traditionalistes, libertariens et anti-communistes à rejoindre le magazine et le débat sur les grandes questions du jour. Mais plus on a écrit et débattu, plus il a semblé que les différences entre les branches du conservatisme n'étaient pas secondaires, mais fondamentales.

Comblé le fossé : Frank S. Meyer

Un conservateur, cependant, s'est convaincu que, sous des apparences contradictoires se cachait un consensus de principe. Frank Meyer, qui a accentué le fossé entre les traditionalistes et les libertariens quelques années auparavant, se consacre désormais à la conciliation des différences qui, selon George Nash « ont même menacé de scinder le mouvement conservateur. »

En tant qu'individualiste farouche, Meyer avait fait valoir que « la liberté de la personne » devait être le but principal de l'action politique. L'État n'aurait alors que trois fonctions : la défense nationale, la préservation de l'ordre domestique, et l'administration de la justice entre les individus. La notion de vertu, insiste Meyer, n'est pas du ressort d'un État ; les individus devraient être laissés seuls pour tout ce qui à trait à leur propre salut.

Mais Meyer, qui avait été un organisateur extrêmement efficace du Parti communiste dans sa jeunesse, était aussi bien un artisan politique qu'un philosophe politique ayant compris que le mouvement conservateur avait besoin à la fois des traditionalistes et des individualistes libertariens pour être victorieux politiquement.

En 1962, dans son ouvrage majeur « *In Defense of Freedom* », Meyer écrit que « la compréhension chrétienne de la nature et de la destinée de l'homme » est au cœur de ce que les conservateurs tentent de préserver. Ainsi, autant les

traditionalistes que les individualistes devraient reconnaître le véritable héritage de l'Occident comme une « raison opérante dans la tradition ». Cette théorie qualifiée plus tard de « fusionnisme » était fondée, selon Meyer, sur le consensus conservateur déjà forgé par les pères fondateurs à la Convention constitutionnelle de 1787, à Philadelphie.

M. Stanton Evans, qui lorsqu'il était jeune conservateur a travaillé en étroite collaboration avec Frank Meyer, et est lui-même « fusionniste », a souligné que le grand problème qui se posait aux pères fondateurs à Philadelphie était de mettre en place un système de gouvernement qui garantit à la fois l'ordre et la liberté. Le défi était de diffuser et d'équilibrer le pouvoir gouvernemental, afin que « chaque source de l'autorité puisse limiter et contenir les autres » tout en ayant assez de force pour accomplir les tâches appropriées.

En fait, selon Evans, ni les idées « autoritaires » de Hamilton, ni les idées « libertariens » de Jefferson n'ont dominé la Convention constitutionnelle, ce sont plutôt les idées « fusionnistes » de Madison. Ce père de la Constitution écrit dans *The Federalist* que concernant l'élaboration d'un gouvernement c'est à dire l'administration par des hommes sur les hommes, « la grande difficulté réside en ceci : Vous devez d'abord permettre au gouvernement de contrôler les gouvernés et, en second lieu l'obliger à se maîtriser ». La solution des pères fondateurs était de créer un système de freins et de contrepoids administratif et électoral, afin d'empêcher toute branche du gouvernement fédéral de dominer l'autre.

Bien que loin d'être parfaite, et quel que soit son état actuel dit Evans, la Constitution américaine a prouvé que le conservatisme, en procédant d'une « méfiance profonde envers l'homme et envers les hommes travestis en État, peut au final servir efficacement la liberté. »

Un autre fusionniste éloquent fut l'économiste allemand Wilhelm Röpke, auteur de *A Humane Economy*, qui a souligné l'importance de la famille, de l'église, et de la communauté en tant que fondements indispensables d'une société libre. Les individus peuvent « respirer l'air de la liberté », écrit-il, seulement s'ils sont disposés à assumer la responsabilité morale de leurs actes.

Pour démontrer que la synthèse fusionniste n'était pas un fantasme, Meyer a réuni un large groupe d'intellectuels conservateurs en 1964 et a publié leurs réponses à la question fondamentale : « Qu'est-ce que le conservatisme ? ». Malgré de réelles différences, dit Meyer, les contributeurs de Hayek à Kirk en passant par Buckley, tombent d'accord sur certains aspects fondamentaux :

- Ils acceptent un « ordre moral objectif » constitué de « normes immuables par lesquelles la conduite humaine doit être jugé. »
- Qu'ils soient partisans de la notion des droits de l'homme et des libertés ou bien de la notion des droits et responsabilités, ils valorisent unanimement « la personne humaine » comme le centre de la pensée politique et sociale.
- Ils s'opposent aux tentatives libérales d'utiliser l'État « pour appliquer des modèles idéologiques aux êtres humains. »
- Ils rejettent le pouvoir centralisé et les politiques aboutissant à la « planification » de la société.
- Ils s'accordent sur une défense de la Constitution « dans sa forme originelle ».
- Ils se réclament de la civilisation occidentale et reconnaissent la nécessité de la défendre contre les intentions « messianiques » du communisme.

Meyer souligne que même le plus libertarien des contributeurs « reconnaissait la nécessité du maintien d'un niveau moral élevé dans la société », tandis que les plus traditionalistes voulaient « respecter la liberté morale de l'individu et donc rejeter l'État centralisateur ». C'est pourquoi, malgré de fortes différences de sensibilités, explique Meyer, il existe bel et bien parmi les conservateurs un « consensus au-delà des divergences » comme un écho à celui qui unit les pères fondateurs de la Constitution.

Toutefois, les traditionalistes ainsi que les défenseurs des libertés ont rapidement attaqué le raisonnement de Meyer sur le fusionnisme. L. Brent Bozell, catholique conservateur et beau-frère de William F. Buckley Jr., s'est plaint que les défenseurs des libertés et les soi-disant fusionnistes mettent trop l'accent sur le libre choix dans la poursuite de la vertu. L'objectif de la politique, insistait-il, n'était pas la promotion de la liberté, mais la promotion de la vertu et la construction d'une « civilisation chrétienne ». Le processus par lequel la société libre prend le pas sur la bonne société, dit Bozell, « c'est l'histoire du déclin de l'Occident ».

Ronald Hamowy, un étudiant de Hayek, a réitéré la position libertarien radicale selon laquelle le conservatisme est « l'exact opposé » du libertarisme (hostile à la liberté, anti-capitaliste, se méfiant de la raison, et disposé (citant Bozell) à imposer ses valeurs à ses opposants). Quant au fusionnisme, écrit Hamowy, « ce n'est pas une solution que de dire... que la raison doit fonctionner dans des limites raisonnables lorsque l'enjeu crucial concerne le choix de la tradition à suivre. »

Et pourtant, au milieu des années soixante, le tumulte entre les différentes tendances avait presque disparu, et le fusionnisme était devenu, par un processus que Meyer appelle « osmose », un fait accompli. Nash explique que la plupart des conservateurs ont adopté le fusionnisme parce qu'ils « le voulaient », c'est à dire qu'ils voulaient croire qu'ils avaient trouvé une base commune de compréhension. Ils étaient fatigués de la vendetta et des débats à l'infini.

Le fusionnisme était immensément aidé, fait remarquer Nash, par « le ciment de l'anti-communisme ». Presque tous les conservateurs de quelque disposition philosophique étaient liés par la réalité d'un ennemi mortel commun : l'Union soviétique.

Le fusionnisme n'a pas été une ruse rhétorique, mais une reconnaissance du fait que le conservatisme est une « maison faite de plusieurs demeures », selon l'expression de Raymond, un traditionaliste anglais. Le fusionnisme œcuménisme si l'on peut dire, était à la fois un choix logique et la sage

résolution d'un problème apparemment insoluble.

Vers une redéfinition des défis politiques : Barry Goldwater

Mais tout cela a surtout constitué un sujet de débat pour une philosophie de salon. Le fusionnisme devait être testé dans le monde réel de la politique, sinon il aurait eu peu d'impact sur le développement du conservatisme en tant que mouvement politique important en Amérique.

En l'occurrence, vint un homme politique occidental, pour partie libertarien, pour partie traditionaliste dans sa pensée, qui vint à incarner le fusionnisme en écrivant l'un des manifestes politiques le plus populaire du 20^e siècle et qui se porta candidat à la présidence des États-Unis sur une ligne politique que n'aurait pas renié Frank Meyer.

Le sénateur de l'Arizona Barry Goldwater, était un républicain conservateur dont le franc-parler attira l'attention de l'opinion nationale dans les années cinquante, fustigeant les dépenses excessives de l'administration Eisenhower constituant une « trahison » de la confiance du public et dénonçant la corruption des syndicats lors des audiences télévisées du Congrès. Il était de plus en plus question de le voir se porter à la présidence en 1960. Dans le cadre de la campagne, un groupe d'éminents conservateurs dirigés par Clarence Manion, ancien doyen de la Faculté de droit de Notre Dame, s'approcha de Goldwater dans un pamphlet sur « l'américanisme ».

Le résultat final fut *The Conscience of a Conservative*, vendu à 3,5 millions d'exemplaires qui est devenu le manifeste politique le plus lu du 20^e siècle, rivalisant avec le fameux *Common Sense* de Thomas Paine. Le nègre de Goldwater a été Brent Bozell, qui avait déjà écrit des discours pour le sénateur, ainsi que pour le sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy à la fin de son mandat.

Goldwater et Bozell étaient des collaborateurs incongrus : Goldwater l'autodidacte juif épiscopalien, Bozell le diplômé de droit de Yale et catholique

converti. Mais ils partageaient la conviction de Jefferson selon laquelle le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins. Ils considéraient la Constitution comme leur étoile du berger en matière politique. Ils étaient convaincus que le communisme était un danger et un mal.

Publié en avril 1960, *The Conscience of a Conservative* transforma la politique américaine en proclamant une nouvelle donnée majeure dans la politique républicaine et nationale : le conservatisme. La critique du *Chicago Tribune* déclara qu'il y avait « davantage de leçons et de dures vérités dans ce livre que dans tous les bavardages à venir au cours de la session du Congrès de cette année [et] de la campagne de cette année pour la présidence ».

Le *Time Magazine* a écrit que *The Conscience of a Conservative* annonçait que « la vieille garde a du sang nouveau, celui d'ouvrier laborieux parvenus à ordonner leur position sur la droite de la route et ayant l'intention de crier tout ce qu'elle vaut ». Le chroniqueur Westbrook Pegler a affirmé que « le sénateur Barry Goldwater de l'Arizona est certainement aujourd'hui le successeur du sénateur Taft de l'Ohio en tant que défenseur de la Constitution et de la liberté ». *Barron's* a dit que Goldwater avait « inspiré de nouveaux standards auxquels les sages et les honnêtes hommes viendront souscrire ». Même la Pravda de l'Union soviétique a son mot à dire, inquiétée que l'écriture du sénateur champion de la ligne dure anti-communiste ne forme « un dangereux, un imprudent précédent (...) une attaque contre la paix. (...) Son auteur finira dans une boîte en sapin ».

Qu'avaient forgé Goldwater et Bozell ? Une fusion remarquable des trois principales souches de conservatisme : le traditionalisme, le libéralisme classique ou libertarien et l'anti-communisme.

Le conservateur de l'Arizona commença en rejetant l'idée selon laquelle le conservatisme serait « périmé », faisant valoir que cela reviendrait à dire que les Dix Commandements ou la *Politique* d'Aristote, seraient obsolètes. L'approche conservatrice, écrit-il, « n'est ni plus ni moins qu'une tentative d'appliquer la sagesse, l'expérience et les vérités révélées du passé aux

problèmes d'aujourd'hui ». Beaucoup ont essayé et ont échoué à proposer une définition plus succincte du rôle de conservatisme en politique.

Estimant que la théorie doit toujours précéder la pratique, Goldwater décrit ce que le conservatisme est et ce qu'il n'est pas. Contrairement au libéralisme, dit-il, le conservateur croit que l'homme n'est pas seulement un agent économique, mais un animal spirituel. Le conservatisme « considère la valeur de la nature spirituelle de l'homme comme étant la préoccupation première de la philosophie politique ». En effet, dit-il, la première obligation d'un penseur politique est de « comprendre la nature humaine ».

Il entreprend de lister ce que le conservateur a appris sur l'homme grâce aux grands esprits du passé :

1. Chaque personne est unique et différente de tout autre être humain, par conséquent, des dispositions doivent être prises pour le développement des potentialités de chaque personne.
2. Les aspects économiques et spirituels de la nature humaine « sont étroitement liés. » L'un de ces aspects ne saurait être libre si l'autre ne l'est pas.
3. Le développement spirituel et matériel de l'homme ne peuvent pas être réalisés par des forces extérieures ; « chaque homme », a-t-il déclaré avec toute la conviction de son âme, Jeffersonienne, « est responsable de son propre développement ».

Compte tenu de cette vision de la nature humaine, écrit Goldwater, il est compréhensible que les conservateurs « considèrent la politique comme l'art de réaliser le maximum de liberté individuelle compatible avec le maintien de l'ordre social ». Mais l'équilibre délicat qui existe entre l'idéal de liberté et celui de l'ordre a depuis longtemps basculé au détriment de la liberté « pratiquement partout sur terre. »

Même en Amérique, dit Goldwater, la tendance à la liberté et en accord avec l'ordre est « bien ancrée sur le long terme ». Pour l'Amérique conservatrice, il n'y a donc aucune difficulté à « identifier le défi majeur du moment : il consiste à préserver et étendre la liberté ». Goldwater ne fait pas d'accusation nominative et il laisse apparaître l'ennemi dans le dernier tiers de son livre, intitulé « La menace soviétique », lorsqu'il indique que le conservateur américain a l'obligation de préserver et étendre la liberté non seulement en Amérique, mais aussi partout dans le monde.

La liberté est en péril aux États-Unis, écrit-il, parce que le gouvernement a été autorisé par les dirigeants et les membres des deux partis politiques à devenir trop puissant. En agissant ainsi, ils ont ignoré et mal interprété le document le plus important au sein du gouvernement américain : la Constitution, un instrument permettant avant tout « de limiter les fonctions du gouvernement ». Le résultat inévitable a été « un Léviathan, une vaste autorité ayant perdu le contact avec les gens, et se tenant hors de leur contrôle ».

Bien que profondément préoccupé par cette tendance concentrant le pouvoir entre les mains de quelques hommes, Goldwater est convaincu que la plupart des Américains veulent inverser la tendance. La transition arrivera, dit-il, lorsque les gens confieront leurs affaires à des hommes « qui comprennent que leur premier devoir en tant que fonctionnaires publics est de se départir de la puissance qu'il leur a été donné ».

Ayant posé les fondements philosophiques selon lesquels « les lois de Dieu et de la nature, n'ont pas de marquage temporel », Goldwater devient plus précis sur un large éventail de questions, notamment l'éducation, les subventions fédérales, les taxes, les droits des États, l'organisation du travail et la politique étrangère. Faisant écho aux propositions d'imposition de l'économiste et futur prix Nobel Milton Friedman, avec qui il était en contact fréquent, Goldwater affirme que « le gouvernement a le droit de réclamer un pourcentage égal de la richesse de chaque individu, rien de plus ».

En ce qui concerne la guerre froide, Goldwater identifie le problème central :

« les communistes cherchent des victoires » tandis que les États-Unis et le reste du monde libre cherchent « des espaces pour s'installer ». Le sénateur de l'Arizona propose un programme en sept points pour remporter la victoire, comprenant le maintien des alliances de défense comme l'OTAN, la réalisation d'une supériorité militaire exclusivement américaine, et l'encouragement des « peuples captifs » derrière le rideau de fer « à renverser leurs ravisseurs ». En utilisant des mots que Ronald Reagan emploiera lui aussi dans ses discours de campagne, puis comme président environ 20 ans plus tard, Barry Goldwater affirme que l'objectif de l'Amérique « n'est pas de mener une lutte contre le communisme, mais de la gagner ».

Il ne restait à Barry Goldwater qu'à tester cette fusion des traditionalistes et des libertariens dans une campagne politique, qu'il se mit à faire en 1964 lors de sa candidature à la présidence.

Endiguer la marée montante

Avant et après avoir remporté l'investiture républicaine pour la présidence, Goldwater a abordé les questions fondamentales qui ont largement dominé le débat politique en Amérique pendant les quatre dernières décennies :

- La sécurité sociale. Elle est en difficulté. Nous devrions chercher à la renforcer en y introduisant des choix volontaires.
- Les subventions du gouvernement. Nous devrions travailler à leur réduction et si possible, à leur élimination, à commencer par l'agriculture.
- Privatisation. Nous devrions commencer à vendre des biens appartenant au gouvernement, comme des parts de la *Tennessee Valley Authority*, dont les fonctions pourraient être mieux assurées par le secteur privé.
- Ordre et justice. Les droits des victimes devraient prévaloir sur les droits des criminels.

- Moralité au sein du gouvernement. Le Président et tous ses collaborateurs doivent éviter le scandale et la corruption et donner le bon exemple pour la société.
- Le communisme. Pourquoi ne pas le vaincre ?

La nécessité de ce que Goldwater a appelé « la moralité dans le gouvernement » a été un leitmotiv de sa campagne. Dans une allocution télévisée, il a évoqué la « terrifiante » détérioration des foyers, de la famille, de la communauté, de la loi, de l'ordre et des bonnes mœurs et a imputé cette détérioration aux 30 ans de libéralisme moderne. Après tout, dit-il, soulignant son côté traditionaliste, c'est le « libéral » moderne qui cherche à éliminer les sentiments religieux de tous les aspects de la vie moderne.

Goldwater a emmené le débat politique présidentiel dans des territoires jusque-là inexplorés en énumérant les catégories de personnes dont il ne voulait pas des voix : « les paresseux, les indolents heureux qui veulent se nourrir des fruits du travail de quelqu'un d'autre » ou « ceux qui sont prêts à croire que le communisme est chose acceptable ». Il voulait le vote des gens qui croyaient dans la Déclaration d'Indépendance et dans la Constitution, et dont les voix ne pouvaient pas être achetées. Il voulait la voix de ceux qui savent que « quelque chose doit être fait » pour une Amérique dans laquelle le gouvernement fédéral « vous dit de quelle affaire vous pouvez vous mêler », si vos enfants peuvent prier à l'école, et à quel prix s'élève « les choses que vous vendez ». « Reprenons notre pays ! » exhortait-t-il.

Dans le discours d'ouverture de sa campagne présidentielle à Flagstaff, Arizona, Goldwater a paru à la fois libertarien et traditionaliste. Il a promis d'arrêter « la croissance cancéreuse du gouvernement fédéral » et de laisser les personnes « utiliser davantage de leur argent pour eux ». Dans le même temps, il a promis de « ne pas abandonner les nécessiteux et les personnes âgées » et promis de « ne jamais abandonner les personnes sans défense ».

En ce qui concerne la moralité, il a déclaré que « le ton de l'Amérique » était trop souvent enclin aux « blagues de mauvais goût, au slogan rapide, au théâtre

de l'apparence, et aux publications pornographiques ». Dans une référence claire à l'inculpation de Bobby Baker, qui était devenu millionnaire en tant que secrétaire du Sénat au moment où Lyndon B. Johnson était chef de la majorité du Sénat, Goldwater a déclaré que « l'ombre du scandale encore non élucidé pèse sur la Maison Blanche elle-même ». Le service public, accusa-t-il, « est devenu pour trop de personnes au plus haut niveau, égoïste dans ses motifs et modalités. Les hommes qui prêchent publiquement le sacrifice pratiquent le contraire en privé ».

Le thème fusionniste de la campagne présidentielle de Barry Goldwater avait été évoqué dans son discours à la convention nationale républicaine. Il visait à « endiguer la marée montante qui menaçait la liberté », mais aussi à promouvoir une liberté bien comprise :

« Ce parti, à chaque action, à chaque mot, à chaque respiration et à chaque battement de cœur n'a qu'une seule résolution et c'est la liberté. La liberté ordonnée dans la Nation par notre gouvernement constitutionnel, la liberté ordonnée en vertu d'un gouvernement limité par les lois de la nature et de Dieu, la liberté équilibrée de sorte que l'ordre, prenant le pas sur la liberté, ne devienne pas un esclave dans une cellule de prison ; équilibrée de sorte que la liberté, prenant le pas sur l'ordre, ne devienne pas une jungle licencieuse. »

Cette description éloquente de la « liberté ordonnée » (rédigé par le professeur Harry Jaffa de l'État de l'Ohio) n'a pas reçu l'attention qu'elle méritait des historiens, à cause des mots de conclusion de Goldwater, soulignés dans le texte original :

« Je voudrais vous rappeler que l'extrémisme en matière de défense de la liberté n'est pas un vice ! Et permettez-moi de vous rappeler également que la modération dans la poursuite de la justice n'est pas une vertu ! ».

A l'intérieur de la salle de congrès, les conservateurs se délectent dans la rebuffade cinglante des républicains « liberals » qui avaient longtemps vilipendé les conservateurs d'être des « extrémistes ». Mais la plupart des

médias de masse attirés par le mot « extrémisme » ont éludé la partie de la phrase « dans la défense de la liberté » réduisant ainsi la formule patiemment calculée de Goldwater à un très simpliste « L'extrémisme n'est pas un vice ! ».

En ces temps lointains, il n'y avait pas de « spin doctors » pour se mélanger aux informations et décrire le discours de Goldwater comme l'un des plus brillants de l'histoire de la Convention, en attirant l'attention sur les accents Lincolniens et les accents churchilliens, pour placer la notion d'extrémisme en perspective avec des références à Aristote, à Tom Paine et Patrick Henry. (Quoi de plus extrême que sa déclaration retentissante : « la liberté ou la mort ! »). A cette époque, les politiciens proposaient et les médias disposaient.

Le 2 Novembre 1964, Goldwater a prononcé son dernier discours de campagne dans la petite ville de Fredonia, située sur la frontière Arizona-Utah, et a parlé des vertus simples de son peuple qui travaille dur. Il a salué leur courage à élever le bétail, « là où le bétail n'aurait probablement pas pu être élevé » et ce sans l'aide du gouvernement, et leur abnégation à vivre leur vie « de la façon qu'ils sentaient que Dieu le leur commandait ».

Le lendemain, le peuple américain est allé aux urnes et a exaucé le vœu le plus cher du président Lyndon Johnson : une victoire écrasante. Johnson a remporté la présidence par la plus grande marge populaires de l'histoire, récoltant 43,1 millions de suffrages contre 27,1 millions pour Goldwater, soit 61 pour cent des voix. Johnson remportait 44 États pour un total de 486 grands électeurs. Goldwater n'a remporté que six États : l'Alabama, la Géorgie, le Mississippi, la Louisiane, la Caroline du Sud et son État d'origine, l'Arizona.

Le respecté chroniqueur Walter Lippmann a écrit que la majorité de Johnson « est la preuve incontestable que les électeurs se trouvent dans le centre. » Le journaliste politique Tom Wicker a fait valoir que les Républicains ne peuvent gagner comme un parti « *me-too* ». James Reston du New York Times résume : « Barry Goldwater a non seulement perdu l'élection présidentielle hier, mais aussi toute la cause conservatrice. »

« Refaire le monde depuis le début » : Ronald Reagan

Et 16 ans plus tard, Ronald Reagan a remporté la présidence en tant que conservateur modéré, et en 1994, les Républicains ont obtenu la majorité à la Chambre des représentants américaine pour la première fois en 40 ans. Pourquoi ?

Presque 30 ans jour pour jour après la défaite cinglante de Goldwater, un sondage *USA Today-CNN-Gallup Poll* en Novembre 1994 a révélé que 64 pour cent des Américains soutenaient le contrat républicain avec l'Amérique. Les gens voulaient un gouvernement plus restreint, moins d'impôts et de dépenses, des mesures plus sévères contre la criminalité, et moins d'ingérence de Washington dans leur vie. Chacune de ces idées a été proposée par Barry Goldwater en 1964 lors de sa campagne. Ce qui avait été rejetée parce que jugé extrême était désormais accepté comme ordinaire.

Ronald Reagan a bénéficié de la candidature de Goldwater de plusieurs façons. Il devint une star politique nationale avec son discours télévisé dédié à Goldwater, intitulé « Un temps pour choisir ». Il est certain que Reagan n'aurait pas eu l'occasion de paraître à la radio locale, sans parler de la télévision nationale, si Nelson Rockefeller ou tout autre républicain libéral avait été désigné.

Reagan a été approché en 1965 et encouragé par les conservateurs influents pour briguer l'investiture républicaine au poste de gouverneur de Californie en raison de son discours à la télévision pour Goldwater. En Juin 1966, le lendemain de sa nomination, Reagan a appelé le directeur de campagne présidentielle de Goldwater : « Sans vous et Barry, je n'aurais pas remporté cette nomination ». Il écrivit plus tard à Goldwater : « Vous avez défini le modèle. (...) J'ai essayé de le suivre et j'ai trouvé des gens plus réceptifs parce qu'ils ont eu la chance de réaliser qu'il existe une chose telle que la vérité ».

Le « modèle » de Reagan faisait plutôt allusion au mélange fusionniste entre traditionalistes et libertariens, la « vérité » étant en fait la liberté ordonnée. En

tant que gouverneur de Californie puis président des États-Unis, Ronald Reagan a démontré maintes et maintes fois qu'il était un fusionniste accompli.

En Novembre 1979, quand il annonça officiellement son intention de briguer l'investiture républicaine pour la présidence, Reagan répondait aux préoccupations de nombreux Américains qui se demandaient, face à l'incompétence de Jimmy Carter en économie et dans les relations extérieures, si les plus beaux jours l'Amérique étaient derrière elle. Reagan déclara :

« Une humanité affligée et inquiète nous regarde, elle attend de nous notre présence au rendez-vous avec le destin, elle attend que nous défendions les principes de l'autonomie, de l'autodiscipline, de la morale, et surtout de la liberté de chaque individu, que nous devenions cette brillante cité au sommet de la colline ».

De telles expressions sont venues naturellement à Reagan parce qu'il incarnait l'idée du fusionnisme. C'était un démocrate libéral devenu conservateur républicain. Il était fils d'un cordonnier et devint une star de cinéma d'Hollywood. Il fut un leader syndical qui nourrissait l'esprit d'entreprise. Il aimait à citer les pères fondateurs, en particulier Tom Paine, qui a dit durant la Révolution américaine : « Nous avons en notre pouvoir la possibilité de refaire le monde depuis le début ».

Mais Reagan a également rendu hommage à la Constitution et à ses nombreuses fonctions de contrepoids et de contrôles, y compris celles qui lui ont permis de devenir directeur général. Il avait un talent rare, que possédaient seulement quelques rares hommes de sa génération, pour comprendre l'esprit et le cœur du peuple américain et pour le communiquer dans un langage simple mais expressif à la nation et au monde entier.

Dans son discours à la convention nationale républicaine, en Juillet 1980, Reagan a exprimé une fois encore les aspects traditionalistes, libertariens et anti-communistes composants une vraie sensibilité fusionniste. Il a souligné comment les Américains de toutes tendances politiques et de toutes les sphères

de la vie sont liés entre eux par une « communauté de valeurs partagées : famille, travail, voisinage, paix et liberté. » Il a exhorté les délégués face à lui et tous les membres de « cette génération d'Américains » à se dédier « à renouveler le pacte américain ».

Plus précisément, il a promis de limiter les dépenses fédérales et de réduire l'impôt sur le revenu, d'instituer une réforme monétaire stable, de renforcer l'armée, et de négocier avec ses adversaires lorsque cela est possible mais toujours dans une position de force. Il a audacieusement terminé son discours par un moment de prière silencieuse pour l'Amérique-placé sur terre par la Divine Providence, dit-il, comme un « îlot de liberté (...) un refuge pour tous ces gens dans le monde, qui aspirent à être libres. »

Tout au long de sa présidence, Reagan a défini la mission de l'Amérique comme celle d'un champion de la liberté et a défié ceux qui nient la liberté, en particulier l'Union soviétique. En Mars 1983, il a déclaré à un groupe d'évangéliques que l'Occident doit reconnaître que les Soviétiques « sont au centre du mal dans ce monde moderne » et constituent les maîtres d'un « empire du mal ».

Beaucoup considèrent le discours de Reagan sur l' « empire du mal » comme le discours le plus important de sa présidence, un exemple convaincant de ce que l'ancien président tchèque Vaclav Havel appelle « le pouvoir des mots pour changer l'histoire ». Quand Reagan a visité la Pologne et Berlin-Est après la chute du mur de Berlin, d'anciens dissidents lui ont dit que lorsqu'il a appelé l'Union soviétique « empire du mal », il leur avait donné un immense espoir. Enfin, se disaient-ils, l'Amérique avait un dirigeant qui « comprenait la nature du communisme ».

Dans son discours d'adieu au peuple américain en Janvier 1989, le président Reagan a fait résonner les mêmes thèmes fusionnistes qui lui avaient donné ses décisives victoires électorales en 1980 et 1984. Il se défendait d'être un « grand communicateur » mais plutôt un communicateur de grandes choses qui viennent du cœur d'une grande nation : « à partir de notre expérience, de notre sagesse et de notre croyance dans les principes qui nous guident depuis

deux siècles ».

Il a salué la Révolution américaine, qui, pour la première fois dans l'histoire a inversé la marche du gouvernement, avec trois petits mots : « Nous le peuple ». Notre Constitution, disait-il, est un document dans lequel « Nous le peuple » pouvons dire au gouvernement ce qu'il est permis de faire. Cette conviction, dit-il, « a été la base sous-jacente de tout ce que j'ai essayé de faire de ces huit dernières années ».

Renouvellement du fusionnisme et évolution du conservatisme : de 1980 à 2001

Aujourd'hui, dans la foulée des élections de 2006 et du débat entre néo-conservateurs, paléo-conservateurs, libertariens et conservateurs tout court sur l'avenir du conservatisme, certains estiment qu'il n'y a pas de « nouveau » fusionnisme comme solution. Il est temps, disent certains, pour les républicains et les conservateurs de revenir à leurs racines et de s'extraire de ce qu'on peut appeler l'extrémisme religieux. Ils désignent Barry Goldwater comme leur modèle historique, affirmant que ce dernier s'intéressait peu aux questions relatives à la moralité dans l'équation politique.

Comme nous l'avons vu, c'est une très mauvaise interprétation des opinions fondamentales de Goldwater comme auteur à succès et comme candidat présidentiel. Goldwater a constamment offert un mélange de tradition et d'idées libertariennes. En 1964, par exemple, il dit que « il est impossible de maintenir la liberté et l'ordre sans sanctions religieuses et morales ». Un peu plus tôt, il écrivait que si l'Eglise chrétienne ne combat pas le totalitarisme, « alors qui sur terre résistera à ce mal qui déterminé à détruire toute vertu, toute décence » ? Jerry Falwell (célèbre télévangéliste) n'aurait pas dit mieux.

Républicains et conservateurs doivent se souvenir, a déclaré Dick Armey, leader parlementaire majoritaire de 1995 à 2003 et lui-même libertarien, que « le mouvement conservateur moderne est une fusion des tendances conservatrices sociales et fiscales, unis dans leur croyance en un gouvernement limité. [Nous] devons garder les deux dans la bergerie ».

Frank Meyer, le père intellectuel du fusionnisme, et Barry Goldwater, l'apôtre du fusionnisme en politiques, cherchaient à unir, et non à diviser, tous les conservateurs. Leur objectif était un mouvement national guidé par des principes constitutionnels de liberté et d'ordre. La solution pour le mouvement conservateur américain en ces temps difficiles n'est pas une doctrine nouvelle, mais un fusionnisme renouvelé.

Donald Devine, de l'American Conservative Union, fusionniste à l'ancienne comme M. Stanton Evans, a appelé à « recourir à des moyens libertariens pour atteindre des buts traditionalistes », les buts étant le retour du pouvoir politique aux États, aux communautés, et au peuple. Sa proposition, applaudie par les traditionalistes et les défenseurs des libertés, est une réponse au récent conservatisme partisan d'un *big government*. Dans son dernier livre, *Getting America Right*, le président Ed Feulner de la *Heritage Foundation* définit un programme en six points pour commencer à faire reculer l'État-providence et pour renforcer les valeurs traditionnelles américaines. En tant que gouverneur de l'État le plus peuplé et ensuite comme président, pour un total de 16 années, Ronald Reagan a démontré de façon pertinente que le fusionnisme fonctionne efficacement.

Mais le fusionnisme nécessite plus qu'un consensus quant aux objectifs : il a besoin d'un ennemi commun à tous les conservateurs. Le militantisme communiste a servi comme une menace unificatrice de la fin des années 1940 aux années 1980. Au début des années 1990, sans la présence apaisante de Ronald Reagan et suite à l'effondrement du communisme, de larges fissures sont apparues dans le bloc conservateur américain. Ces fissures séparèrent les paléo-conservateurs, isolationnistes nostalgiques des années 1930 et les néoconservateurs souhaitant ressusciter les rêves d'un monde wilsonien rendu plus sûr grâce à la démocratie.

L'ombre grandissante du Leviathan sur l'Amérique ne suffisait pas à rassembler les conservateurs jusqu'à ce que Newt Gingrich et sa joyeuse bande de révolutionnaires du Congrès offrent à l'Amérique un contrat qui était fusionniste dans l'esprit et les aida à remporter une majorité à la Chambre des

représentants. Le président Bill Clinton a répliqué avec sa propre version du fusionnisme démocratique, en proclamant la fin du *big government* et en signant un projet de loi conservateur sur la réforme de la couverture sociale.

Les attaques terroristes du 11 Septembre 2001, et le djihad proclamé par les fondamentalistes islamiques ont temporairement unis la nation et le mouvement conservateur, mais l'activité politique partisane est rapidement réapparue rendant la gouvernance prudentielle difficile, sinon impossible.

L'impasse peut être rompue en renouvelant le fusionnisme, en le basant sur un gouvernement limité, sur le libre marché, sur la liberté individuelle et la responsabilité, sur un équilibre entre liberté et droit, et sur un engagement moral envers la vertu à la fois privée et publique. Ce sont des aspects fondamentaux, délimités par la Constitution, sur lesquels le conservatisme américain repose et par lesquels ses dirigeants ont toujours cherché à gouverner.

Source : [Heritage Foundation](#) - *First Principles Series Report On Political Thought, n°8* - Published on January 22, 2007 by Lee Edwards, Ph.D.

Traduction : Mathieu Chauliac, avril 2011.